



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE' DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 21 — 14 octobre 1974

sommaire

page 4 :

POLITIQUE FRANCAISE DE L'IMMI-
GRATION : SURVEILLANCE ET
DEMAGOGIE

page 5 :

25° ANNIVERSAIRE DE LA REVOLU-
TION CHINOISE : UN BILAN
QUI N'EST PAS CELUI DU
SOCIALISME

page 8 :

LORSQUE "REVOLUTION-AFRIQUE"
IGNORE LA LUTTE DES CLASSES
— OU FAIT SEMBLANT

page 10 :

EN BREF D'AFRIQUE :
AFRIQUE DU SUD.....
MAURITANIE.....

PORTUGAL

LES TRAVAILLEURS NE PEUVENT PAS METTRE LEURS ESPOIRS DANS L'ARMEE

La crise politique qui avait éclaté au Portugal pendant le week-end du 28-29 septembre s'est terminée par la démission du général Spínola, chef de l'Etat jusque-là. Le Mouvement des forces armées, composé d'officiers aux idées plus radicales, aux sympathies plus à gauche que le vieux général réactionnaire, a pris publiquement la direction des affaires du pays.

La manifestation préparée par les forces de la droite et cautionnée par Spínola, qui était à l'origine de la crise, n'a pas pu avoir lieu. Elle a été interdite et empêchée en partie par la mobilisation des militants des organisations de gauche, mais surtout par l'intervention de l'armée, qui, sous l'influence du Mouvement des forces armées, a pris position contre la mobilisation de la droite.

prix: 1 Franc

Le conflit déclenché par la droite s'est donc achevé de la façon la moins défavorable pour les travailleurs. Ce serait cependant se voiler les yeux que de considérer que ce recul de la droite est une victoire des travailleurs. C'est le conflit entre deux factions représentant deux politiques pour l'armée qui a, en définitive, décidé de l'issue de l'épreuve de force entre la droite et la gauche.

Le Mouvement des forces armées représente fondamentalement la même classe sociale que Spinola et les forces qui commencent à se regrouper autour de lui : la bourgeoisie. Ils envisagent cependant de façon différente la manière de parvenir aux transformations économiques et politiques souhaitées par la bourgeoisie elle-même désireuse d'accélérer le développement économique d'un pays qui est un des plus pauvres en Europe. Le Mouvement des capitaines est partisan d'obtenir la collaboration des grandes organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière, en particulier du PC et du PS, afin que celles-ci obtiennent pour le nouveau régime le soutien des travailleurs ; qu'elles les amènent "par la douceur" à consentir des sacrifices pour le relèvement économique du pays. Spinola et les siens s'inquiètent par contre du rôle qu'ils considèrent trop important des organisations ouvrières et voudraient les écarter au profit des partis de droite, avant de les éliminer éventuellement.

Seulement, un parti de droite susceptible d'apparaître, de se renforcer et de prendre la place des partis de gauche puiserait nécessairement ses forces parmi les hommes qui avaient soutenu la dictature de Caetano. Le Mouvement des capitaines ne veut pas pour l'instant prendre le risque de ramener au pouvoir les structures et les hommes de la dictature de Caetano, car la bourgeoisie portugaise elle-même avait clairement manifesté que cette dictature ne correspondait pas à ses intérêts immédiats.

Le Mouvement des capitaines peut aller relativement loin dans sa politique de gauche. Il arrive parfois en effet, dans des pays économiquement peu développés, où apparaît clairement la nécessité de débarrasser la société de certaines structures qui en empêchent le développement, même sur une base bourgeoise et où la dictature empêche la formation de partis politiques, que les cadres subalternes de l'armée elle-même reprennent à leur compte les préoccupations de la petite bourgeoisie radicale à laquelle ils sont souvent liés. Un des exemples historiques les plus connus en a été l'Égypte de Nasser. Il n'est donc pas exclu que, désireux de hâter la modernisation de leur pays, les officiers regroupés dans le Mouvement des forces armées s'opposent vigoureusement dans l'avenir à tout retour des forces de droite suspectes de s'opposer à cette évolution. Il est parfaitement possible également qu'ils prennent des mesures économiques radicales et qu'ils continuent à s'appuyer sur les organisations ouvrières réformistes tant que ces dernières se montrent capables de mettre les travailleurs à la remorque du pouvoir.

Mais aussi à gauche que puisse être la politique du MFA, il n'en reste pas moins qu'il représente une force sociale hostile au prolétariat. Il est donc criminel de mettre les travailleurs à la remorque du Mouvement des forces armées, il est criminel de leur dire qu'ils doivent lui faire confiance, qu'ils doivent lui remettre leur sort, leur avenir.

Or, c'est exactement la politique poursuivie par le Parti Communiste Portugais, comme par le Parti Socialiste, qui prétendent pourtant tous les deux agir en fonction des intérêts des travailleurs.

Mais, si les travailleurs ne sont pas avertis, s'ils ne sont pas préparés, s'ils ne sont pas organisés, que pourront-ils le jour où le MFA changera de ligne politique et décidera de se débarrasser des organisations ouvrières ? Ou que se passerait-il, plus simplement encore, si les officiers dits de gauche qui, aujourd'hui, donnent le ton à l'armée, sont écartés au profit d'hommes plus à droite ? Ce ne sont certainement pas les postes ministériels du PC et du PS qui vont protéger les travailleurs : si l'armée décide de retourner sa veste, elle arrêtera ou fusillera les ministres, comme elle ferait avec n'importe qui d'autre. La présence d'un homme qui se disait socialiste à la tête du gouvernement au Chili n'a été d'aucun secours pour les travailleurs de ce pays. Bien au contraire, c'est précisément cette participation ministérielle des dirigeants des organisations qu'ils considéraient comme leurs, qui avait endormi la méfiance des travailleurs, qui les faisait bercer dans l'illusion d'une fausse sécurité alors même que leurs ennemis fourbissaient déjà leurs armes.

Les travailleurs ne peuvent confier leur sort à personne d'autre qu'à eux-mêmes ; ils ne doivent attendre leur salut que de leur propre conscience politique et de leur propre organisation. La conscience politique pour la classe ouvrière réside entre autres en ceci qu'elle

doit à chaque moment savoir quelles sont ses forces, quels sont ses ennemis et ses alliés possibles.

Dans la mesure où ils n'ont pas encore la force de s'opposer à l'armée, les travailleurs peuvent très bien considérer les "officiers de gauche" comme leurs alliés au sein de l'armée et, par conséquent, les soutenir contre les factions réactionnaires. Mais à condition que chaque ouvrier sache qu'il s'agit là d'alliés peu sûrs, provisoires, et en attendant, il faut se renforcer soi-même de manière à pouvoir empêcher un éventuel retournement de cet allié.

Si les travailleurs ne se préparent politiquement et organisationnellement à conquérir leur indépendance, c'est peut-être un deuxième Chili qui se prépare au Portugal.

Et c'est précisément parce que le PC et le PS ne préparent pas les travailleurs à cette éventualité, préoccupés qu'ils sont de sauvegarder leurs postes ministériels, qu'ils se comportent en défenseurs des intérêts de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière.

oOo

POLITIQUE FRANÇAISE DE L'IMMIGRATION

SURVEILLANCE ET DEMAGOGIE

Décidément, les "petites phrases" sont à la mode dans la classe politique française. Le président de la République vient en effet de déclarer sans même rire : "Je suivrai personnellement la mise en place du programme d'amélioration des conditions de vie et de production, des conditions culturelles et sociales des travailleurs immigrés."

Mais, en le regardant de près, ce programme dont Giscard vient de vanter les charmes ne mérite vraiment pas tant de phrases. Certes, il comporte quelques assouplissements à certains interdits qui pèsent sur les travailleurs émigrés, notamment en ce qui concerne les droits syndicaux. Certes, il est question de faciliter la formation professionnelle, d'aider la scolarisation des enfants d'émigrés.

Mais tout cela reste mineur, même par rapport aux intentions proclamées du gouvernement, à savoir l'intégration des travailleurs émigrés. Parfois c'en serait ridicule si ce n'était tragique pour tant de travailleurs émigrés : telles les propositions concernant la construction de logements, notoirement insuffisantes.

Et, surtout, en contre-partie de ces mesures qui n'améliorent guère le sort de ceux qui travaillent déjà en France, on maintient les mesures de fermeture des frontières.

Voilà donc la fameuse politique globale de l'immigration : quelques mesures, un peu de démagogie, contrôle et surveillance renforcés.

25^e ANNIVERSAIRE DE LA REVOLUTION CHINOISE

UN BILAN QUI N'EST PAS CELUI DU SOCIALISME

Il y a vingt-cinq ans, la République Populaire chinoise a été proclamée sous la direction de Mao Tsé-Toung. C'était la fin d'une longue lutte armée où des millions de paysans pauvres se sont engagés pour mettre fin à un régime moyennâgeux des plus arriérés et des plus sanglants. Des centaines de millions de paysans vivaient dans la misère la plus totale, exploités par des seigneurs terriens qui régnaient en maîtres absolus sur leurs régions. Ils avaient droit de vie et de mort sur leurs sujets. Des familles paysannes étaient souvent endettées sur plusieurs générations auprès d'usuriers cruels. Et, périodiquement, des milliers de personnes étaient victimes d'inondations ou d'autres cataclysmes. La situation de la femme chinoise était encore pire. Elles étaient considérées non comme des êtres humains mais comme des bêtes.

La victoire de la révolution chinoise de 1949 a mis fin à cette situation. Comme elle a mis fin au régime sanglant de Tchang Kaï-Chek, féroce envers les exploités, miné par la corruption, servile à l'égard des puissances impérialistes qui, ensemble ou successivement, avaient réduit cet immense pays à l'état de semi-colonie.

Sans aucun doute, le nouveau pouvoir établi par Mao et ses partisans a provoqué de profondes transformations dans la société chinoise. Il a mis fin au règne des seigneurs terriens, il a chassé les usuriers des campagnes, il a effectué une réforme agraire, il a transformé la vie inhumaine de la femme chinoise. Il a mis fin à la corruption, à la dépendance servile de la Chine à l'égard de l'impérialisme. Pour des centaines de millions de paysans naguère constamment menacés par la famine, le régime a mis fin à la crainte pour la subsistance quotidienne. La Chine a réussi ce qu'aucun pays sous-développé, resté sous la coupe de l'impérialisme, n'a réussi. La comparaison avec l'Inde voisine, où la misère la plus noire cotoie le luxe et l'opulence les plus cyniques, est là pour en témoigner.

Toutes ces transformations sont à mettre à l'actif de la révolution chinoise.

Cependant, il ne faut pas y mettre ce qui n'y est pas ; il ne faut pas voir dans la révolution chinoise ce qu'elle n'a jamais été : une phase dans le combat du prolétariat du monde pour son émancipation sociale, pour la destruction de l'ordre capitaliste à l'échelle du monde.

Pour bien des militants africains qui désirent sincèrement mettre fin aux inégalités les plus criantes, à la misère de nos pays, qui voudraient les engager sur la voie de la modernisation et du développement, la Chine est un exemple et un modèle. Et la Chine peut être effectivement un modèle pour tous ceux qui ne voient pas d'autre avenir devant nos pays que celui d'essayer de rattraper, dans le seul cadre national, au prix d'énormes sacrifices de tous ceux qui travaillent, l'énorme écart dans le développement économique, écart sans cesse aggravé par l'exploitation impérialiste.

Pour notre part, révolutionnaires prolétariens africains, nous pensons qu'en Afrique, comme partout ailleurs dans le monde, il ne s'agit plus de tenter de réaliser à retardement les transformations économiques, sociales et politiques qui avaient été au siècle dernier l'oeuvre des révolutions bourgeoises dans les pays occidentaux. Nous avons bien mieux à faire pour sortir nos pays du sous-développement et de la misère. L'avenir de l'Afrique, comme l'avenir de l'ensemble de l'humanité, dépend de la capacité du prolétariat à conquérir le pouvoir politique

et à utiliser ce pouvoir pour exproprier la classe capitaliste, pour mettre à la disposition de l'ensemble de la société toutes les richesses et tous les instruments de production qui, aujourd'hui, sont aux mains d'une petite minorité capitaliste.

Pour nous, donc, ce qui est décisif pour juger les organisations politiques comme les Etats est de savoir de quel côté de la barrière ils se situent dans le combat entre la bourgeoisie mondiale et le prolétariat mondial.

Or, la révolution de 1949 en Chine n'a été en rien une révolution prolétarienne. Mao lui-même s'en défendait à l'époque, lui qui proclamait au moment de la prise du pouvoir que la révolution devait être bourgeoise-démocratique et qu'elle devait porter au pouvoir un "bloc des quatre classes", amalgamant les travailleurs avec les bourgeois nationaux.

Mais toute tentative de fondre le prolétariat dans un bloc quelconque est une tentative réactionnaire, car elle met les travailleurs à la remorque de la bourgeoisie. Le prolétariat ne peut se renforcer, acquérir la confiance en lui-même pour, enfin, partir à la conquête du pouvoir qu'à condition de garder une rigoureuse indépendance politique et organisationnelle. Mao n'a jamais défendu une telle politique vis-à-vis du prolétariat, ni à l'intérieur, ni à l'extérieur de la Chine.

Certes, le blocus auquel l'impérialisme avait soumis la Chine après l'accession au pouvoir de Mao a obligé ce dernier à durcir son attitude, à prendre des mesures de nationalisation nécessaires à la survie économique du pays. De surcroît, il a pris toutes ces mesures en se prétendant communiste, en montrant une grande violence verbale anti-impérialiste.

Mais tout cela n'est pas l'essentiel. N'importe qui peut se dire communiste. La question décisive pour juger la révolution chinoise et le pouvoir d'Etat qui en est issu est la suivante : a-t-elle renforcé le prolétariat mondial politiquement et organisationnellement ? Est-ce que l'existence et l'activité de l'Etat chinois renforce les travailleurs dans tous les pays, face à leur bourgeoisie ? Certainement pas.

La Chine se refuse même seulement de s'adresser au prolétariat en tant que classe, de l'inciter à s'organiser à part pour défendre ses intérêts et ses objectifs propres.

La comparaison avec la révolution du prolétariat russe en 1917 est éloquent. C'est le prolétariat organisé dans ses organisations de classe, les soviets, qui avait pris et exercé le pouvoir contre la bourgeoisie et non un quelconque bloc des quatre classes regroupant prolétaires et bourgeois. A l'intérieur du pays, c'est le prolétariat organisé qui a réalisé les bouleversements sociaux avec ses propres méthodes, par l'intermédiaire de sa propre démocratie révolutionnaire, et non pas une armée paysanne solidement encadrée par des intellectuels petits-bourgeois, avec une politique ouvertement favorable à la bourgeoisie comme en Chine pendant les premières années de la révolution. Enfin et surtout, l'Etat soviétique des premières années se considérait comme l'instrument de l'émancipation non des seuls ouvriers russes, mais des ouvriers du monde entier ? Le jeune Etat ouvrier a consacré une part essentielle de ses efforts politiques, comme humains, matériels et financiers, à susciter des organisations ouvrières révolutionnaires partout dans le monde, et à créer une internationale communiste, destinée à coordonner politiquement et organisationnellement la lutte de tous les travailleurs du monde.

Rien de tel de la part de la révolution chinoise. L'Etat chinois n'a servi en rien au renforcement du prolétariat. En bien des cas, il a même servi à l'affaiblir, ç l'atomiser, à lui enlever sa conscience de classe. En Chine même en premier lieu, où le régime s'est toujours opposé, parfois violemment, à ce que le prolétariat se "particularise", rompt l'unité nationale ; en d'autres termes, à ce qu'il prenne conscience de son identité en tant que classe.

Mais aussi à l'extérieur. Lorsque ses intérêts diplomatiques l'exigent, la Chine s'allie avec les régimes les plus réactionnaires, cautionnant par là même la politique anti-ouvrière de ceux-ci. C'est ainsi qu'elle avait naguère soutenu le régime du réactionnaire Avoub Khan, alors même que celui-ci venait de noyer dans le sang une insurrection ouvrière au Pakistan Oriental. C'est ainsi que, plus récemment, elle avait soutenu le gouvernement Bandaranaike à Ceylan, face à une révolte populaire sauvagement réprimée. C'est ainsi encore qu'elle prit fait et cause pour les dirigeants du Pakistan dans la guerre menée par celui-ci pour maintenir le Bengla-Desh sous la domination pakistanaise contre la volonté de ses habitants. C'est ainsi enfin qu'elle

entretient des relations parfaitement cordiales avec nombre de régimes réactionnaires d'Afrique.

Non, la révolution chinoise, malgré ses acquis, n'était pas une révolution prolétarienne, n'ouvrait pas devant l'humanité la perspective de la transformation socialiste de la société. Elle était une révolution dont les objectifs ont été bourgeois, même si ses moyens étaient bien plus radicaux que ceux d'autres pays sous-développés qui ont tenté de s'engager sur la voie de transformations bourgeoises.

Parce qu'elle s'est appuyée sur une large mobilisation populaire, en particulier paysanne, la Chine a pu réaliser des transformations que peu d'autres pays sous-développés ont pu engager. Mais, en fin de compte, la Chine n'a pas pu, et ne pourra jamais, réaliser complètement même les objectifs nationaux qu'elle s'est fixée, à savoir sortir la Chine du sous-développement.

Elle n'a pas pu, car ce n'est plus possible. Il n'est plus possible de hisser les pays pauvres au niveau des pays riches sans une répartition fraternelle des richesses, des moyens techniques, des connaissances scientifiques entre pays développés et pays sous-développés. Mais il est évident que tant que la bourgeoisie règne en maître dans les pays impérialistes qui ont accumulé sur leur sol l'essentiel des richesses et des moyens du monde, il serait vain de compter sur de la philanthropie de leur part.

Le partage fraternel ne sera possible que si le prolétariat des pays impérialistes parvient à vaincre et à exproprier sa classe capitaliste.

Alors, si le bilan de la révolution chinoise apparaît incontestablement positif en comparaison avec les résultats de pays sous-développés qui sont restés entièrement sous la coupe de l'impérialisme, il conduit à une impasse. La seule voie grande ouverte sur l'avenir est celle de la révolution prolétarienne. C'est sur cette voie-là que les révolutionnaires d'Afrique devront engager les opprimés de leur pays.

LORSQUE "REVOLUTION-AFRIQUE" IGNORE LA LUTTE DES CLASSES - OU FAIT SEMBLANT

Le dernier numéro de "Révolution Afrique", daté de septembre 1974, consacre un article à la lutte d'émancipation nationale de la Guinée-Bissau, du Mozambique et de l'Angola.

Etant donné que ce journal proclame dans son sous-titre être celui des "travailleurs communistes africains en France", le lecteur non averti s'attend à y trouver le point de vue des travailleurs révolutionnaires sur ce qui se passe dans les pays qui sont en train de se libérer de la domination coloniale portugaise.

En quoi les intérêts de la classe ouvrière coïncident avec ceux d'autres classes sociales engagées dans ces luttes d'émancipation ? En quoi ils divergent, voire même s'opposent ? Que représentent les différentes organisations qui ont mené la lutte pour l'indépendance nationale par rapport au prolétariat ? Que peuvent attendre les travailleurs du pouvoir issu de cette lutte en Guinée-Bissau, ou encore au Mozambique ? Ce pouvoir serait-il du côté des travailleurs dans leur lutte pour leur émancipation sociale ? Si non, que doivent faire les travailleurs pour s'en protéger ?

"Révolution-Afrique" ignore toutes ces questions. Il a même l'air d'ignorer qu'il existe au Mozambique ou en Guinée-Bissau des classes sociales, avec des intérêts propres, avec des objectifs politiques propres. Lorsqu'il parle d'objectifs ou d'intérêts, il s'agit d'intérêts ou d'objectifs de "tout le peuple", voire de "tous les Africains".

Pourtant, il en est au Mozambique ou en Guinée-Bissau comme partout dans le monde, comme dans tous les pays d'Afrique en particulier. Il existe des exploités et des exploités, des riches et des pauvres, des oppresseurs et des opprimés. Et la frontière entre les deux n'est pas délimitée par la seule couleur de la peau. Nous sommes bien placés pour savoir que tous les intérêts de "tous les Africains" ne coïncident pas, qu'il y a dans nos pays aussi des privilégiés qui vivent de la misère des autres.

Alors, parler de l'intérêt de "tout le peuple" est une mystification. "Tout le peuple", c'est quoi pour "Révolution-Afrique" ? Les Senghor, les Ould Daddah du Mozambique, les dioulas de là-bas, les intermédiaires enrichis, les chefs privilégiés, les parasites de toute sorte qui végétaient dans l'ombre du Capital européen ou qui, profitant des circonstances, ont déjà pris leur propre envol, tous ces gens-là font-ils donc partie du "peuple" ? Sinon, qui amalgame donc "Révolution-Afrique" derrière ce mot de peuple ? Les travailleurs et les paysans pauvres seulement ? Alors, pourquoi ne pas le dire ? Des catégories sociales privilégiées qui n'ont guère d'autre chose en commun avec les précédents que la couleur de leur peau ? Mais alors, pourquoi le dissimuler ?

La fin de la domination coloniale n'a pas mis fin aux inégalités sociales au Mozambique ou en Guinée, pas plus qu'elle n'y a mis fin au Mali ou au Sénégal. En particulier, les travailleurs devront se défendre contre les capitalistes étrangers qui ne sont pas encore partis — rien ne dit d'ailleurs que le Mozambique du PRELIMO les fasse partir —, mais aussi contre les capitalistes du pays qui rêvent de prendre leur place.

Or, même pour la simple défense de leurs intérêts, il est indispensable que les travailleurs possèdent leurs propres organisations. Mais l'indépendance politique et organisationnelle

de la classe ouvrière est indispensable encore pour une autre raison bien plus générale. Elle est la seule classe sociale qui est directement opposée à la classe capitaliste et, en même temps, elle est la seule à n'avoir aucun privilège particulier à défendre. Elle est la seule dont les intérêts particuliers, de classe, vont dans le sens de la suppression de toutes les inégalités, de tous les privilèges.

Plus la classe ouvrière est consciente de ses intérêts propres, plus elle est organisée et préparée à les défendre, plus est proche l'heure de la révolution sociale dont le but ne se limitera pas à conquérir l'égalité juridique et politique pour les opprimés, mais également l'égalité économique, le droit pour chacun de bénéficier des richesses de la société, sans que certains puissent en exploiter d'autres. Bien sûr, dans nos pays, il est inconcevable que la classe ouvrière, numériquement faible, s'engage seule dans la révolution sociale, sans le soutien des masses de paysans pauvres des campagnes. Mais même pour les paysans pauvres des campagnes, l'existence d'une solide organisation révolutionnaire des travailleurs est une garantie : la garantie que leurs intérêts seront défendus par une classe citadine exploitée qui ne tire aucun intérêt, ni direct, ni indirect, de l'exploitation des paysans pauvres.

Or, voilà que "Révolution-Afrique" appelle à la "mobilisation de tous les Africains derrière le FRELIMO", qualifié de "seul représentant du peuple du Mozambique".

De quel droit "Révolution-Afrique" appelle-t-il ainsi les travailleurs à accorder leur confiance au FRELIMO ? Quelle garantie peut-il donner que le FRELIMO défendra de façon conséquente et jusqu'au bout les intérêts des travailleurs ? Aucune, bien sûr. Il ne peut même pas invoquer des déclarations du FRELIMO lui-même, ce dernier n'a jamais prétendu se battre au nom et dans l'intérêt de la classe ouvrière.

Les travailleurs révolutionnaires doivent être solidaires du FRELIMO qui avait pris la direction de la lutte contre la domination coloniale. Ils doivent le soutenir dans cette lutte. Mais ils doivent en même temps aider les travailleurs à prendre conscience que, s'ils veulent aller plus loin que la seule conquête de l'indépendance nationale, ils ne peuvent pas compter sur le FRELIMO. On n'a pas le droit de mentir aux travailleurs sous prétexte de solidarité ; on n'a pas le droit de leur présenter comme la leur une organisation qui ne l'est pas.

"Révolution-Afrique" met là les travailleurs à la remorque d'une organisation qui, pour être radicale, pour avoir mené une lutte armée, n'en est pas moins une organisation nationaliste bourgeoise. L'utilisation des moyens violents ne rend pas prolétarienne une organisation qui ne l'est pas par sa politique.

L'Etat qui sera issu de la lutte d'indépendance menée par le FRELIMO ne sera pas celui des travailleurs. Cela, il faut que les travailleurs le sachent. Mais, de toute évidence, "Révolution-Afrique" préfère filer le train au FRELIMO que de le leur dire.

EN BREF D'AFRIQUE...

LA JUSTICE A LA MANIERE D'OULD PADDAH

Pour le gouvernement mauritanien, tous les moyens sont bons pour voler toute personne et à tout moment, même en employant les moyens les plus honteux.

Actuellement, les victimes sont ceux qui traversent les postes-frontières du pays. Ainsi, tout dernièrement, des travailleurs venant de France et des étudiants en congé se sont disputés avec des douaniers du village frontalier de Diaguily. Ces derniers prétendant qu'ils étaient menacés de couteaux par ces voyageurs ont porté plainte au tribunal de Sélibaby. Les ouvriers et les étudiants ont été condamnés à 60 000 ouguyas.

Ce qui est arrivé à ces travailleurs et étudiants n'est pas un cas isolé. Depuis la création des nouveaux postes-frontières comme à Matam, Rosso ou Kabou et d'autres, il ne se passe pas une semaine sans que ce genre de tracasseries ne se produise. C'est ainsi qu'à Kabou les douaniers se sont jetés sur un travailleur venant de France pour le fouiller comme un voleur et lui confisquer des francs CFA qu'il portait sur lui. Et il a fallu l'intervention des gens du village pour que les douaniers lui rendent ses biens.

Ce que ces travailleurs et ces étudiants ont subi pendant leurs vacances, les paysans pauvres et les petits commerçants le vivent tous les jours.

Dans tous les cas, la principale utilité de la frontière semble être de servir de prétexte pour rançonner ceux qui la traversent...

EN AFRIQUE DU SUD : CONTRE LA CONTAGION DU MOZAMBIQUE, LA REPRESSION

Le jeudi 26 septembre, des milliers d'Africains et d'Indiens ont manifesté dans les rues de Durban en Afrique du Sud. Ils ont manifesté pour fêter le dixième anniversaire du déclenchement de la lutte armée au Mozambique par le FRELIMO. La victoire de la lutte pour l'indépendance au Mozambique voisin est un encouragement, bien évidemment, pour les opprimés d'Afrique du Sud où un régime ségrégationniste opprime, humilie et écarte de tout droit démocratique la majorité africaine de la population. Et c'est bien parce que le régime craint cet exemple que sa répression contre la manifestation a été particulièrement violente. Le gouvernement raciste a peur que ce qu'il est arrivé au colonialisme portugais au Mozambique ne fasse tâche d'huile en Afrique du Sud comme en Rhodésie. C'est pour cela que le gouvernement raciste réprime encore plus fortement toute manifestation en faisant subir un régime de terreur au sein de la population noire.

Mais ce régime de terreur ne fait qu'accentuer l'exaspération de la population noire et sa détermination pour mettre fin à ce régime raciste.

CAMARADE,

LIS, FAIS CONNAITRE

LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS

ORGANE DE L'UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnies, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmane, animistes ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.